ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réformes des retraites et de l'assurance chômage

Question au Gouvernement n° 3183

Texte de la question

RÉFORMES DES RETRAITES ET DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Boris Vallaud.

M. Boris Vallaud. Monsieur le Premier ministre, il existe entre le gaullisme social et le macronisme total une différence de nature, de morale et de méthode. Depuis votre prise de fonction, vous avez indiqué vouloir accorder une place plus importante au dialogue social et vous aurez l'occasion d'entendre les partenaires sociaux, que vous recevrez dans quelques heures : la CDFT, la CGT, Force ouvrière, la CFTC, la CFE-CGC, la FSU, l'UNSA et même le MEDEF ont indiqué très clairement qu'il fallait retirer la réforme des retraites, car ce n'était pas le moment de raviver les tensions, et qu'alors que les plans sociaux se multiplient, notre énergie devait être consacrée à sauver nos emplois et nos entreprises.

Or il leur est répondu que vous souhaitez régler à court terme le dossier des retraites, tandis que le Président de la République évoque un allongement de la durée de cotisation. Que doit-on comprendre ?

La CFDT, la CGT, Force ouvrière, la CFTC, la CFE-CGC, l'UNSA et la FSU ont également indiqué qu'il fallait retirer la réforme de l'assurance-chômage, qui a déjà fait beaucoup de dégâts, et en fera plus encore si l'obstination déraisonnable du Gouvernement devait l'emporter sur la raison sociale. Nous devons consacrer notre énergie à l'emploi, à la jeunesse, à l'insertion, à la pauvreté.

Or il est répondu aux partenaires sociaux que les Français auraient une préférence pour le chômage – au moment où tant d'entre eux perdent leur emploi. Il faut confier aux partenaires sociaux le soin de négocier une réforme de l'assurance chômage, selon des pratiques conformes à notre temps.

Monsieur le Premier ministre, vous avez déclaré ne pas croire au consensus mou ; pour notre part, nous ne croyons pas au dissensus dur. Pouvez-vous nous dire que vous avez entendu tous les partenaires sociaux, que vous allez retirer les réformes des retraites et de l'assurance chômage et vous mettre au travail sur le plan de relance ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

M. Pierre Cordier. Muriel, où es-tu ?

Mme Élisabeth Borne, *ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.* Je voudrais tout d'abord vous remercier de votre question qui me donne l'occasion d'exprimer devant la représentation nationale ma reconnaissance au Président de la République et au Premier ministre pour la confiance qu'ils m'accordent. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)* Je suis fière et heureuse de rejoindre le ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion,

un ministère du dialogue.

Le Président de la République et le Premier ministre ont exprimé leur volonté de faire vivre la démocratie sociale, avec l'ensemble des partenaires sociaux.

M. Olivier Faure. Ce ne sont que des mots !

M. Boris Vallaud. Vous avez déjà eu trois ans !

Mme Élisabeth Borne, *ministre .* Notre pays traverse une crise sans précédent – mais pas depuis trois ans, monsieur le député ! Nos concitoyens attendent une protection sociale à la hauteur des enjeux du XXIe siècle ; notre responsabilité est donc d'ouvrir le dialogue sur l'ensemble des sujets.

Vous évoquez la réforme des retraites…

M. Boris Vallaud. Et surtout son retrait !

Mme Élisabeth Borne, *ministre .* …mais notre système de retraite est-il juste ? Non, et vous le savez très bien. *(Protestations sur les bancs du groupe SOC.)* Il est injuste pour les femmes, dont les pensions sont inférieures de 40 % à celles des hommes, et pour nos concitoyens les plus fragiles ; en outre, il n'est plus adapté à la réalité des parcours professionnels. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

Quant à notre système d'assurance chômage, a-t-il permis de ramener les chômeurs vers l'emploi ? Non, et vous le savez très bien.

C'est pourquoi nous devons, de façon responsable, engager une concertation avec l'ensemble des acteurs, pour plus de justice sociale. Dès demain, je serai donc aux côtés du Premier ministre pour engager ce dialogue.

Données clés

Auteur : M. Boris Vallaud
Circonscription : Landes (3e circonscription) - Socialistes et apparentés
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3183
Rubrique : Politique sociale
Ministère interrogé : Travail, emploi et insertion
Ministère attributaire : Travail, emploi et insertion

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 9 juillet 2020
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 juillet 2020